

LES CHIFFRES MIS A NU

N°18 – MARS 2015

7
milliards €

LE COÛT POUR LES BELGES D'UNE SORTIE DE LA GRÈCE DE LA ZONE EURO

Johan Van Overtveldt, ministre NVA de l'économie, y est allé de sa petite sortie dans le Financial Times du 16 mars 2015 au sujet d'une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro (« Grexit »).

Répétant son agacement ainsi que celui de certains de ses collègues à l'égard du gouvernement d'Alexis Tsipras, M. van Overtveldt a affirmé qu'un Grexit ne poserait plus de sérieux problème. En d'autres termes, si les Grecs souhaitent renégocier les termes du soutien financier de l'UE, l'UE pourrait se permettre de les laisser tomber...

Jusqu'à présent, la Grèce a bénéficié de deux programmes d'assistance financière. Contrairement à ce qui a souvent été dit, en particulier en Allemagne, pas un euro n'a été donné par ses partenaires européens. Jusqu'à présent, il s'agit de prêts et de garanties et les remboursements ont été honorés tant bien que mal. Il n'y a que deux scénarios dans lesquels la Grèce coûterait effectivement quelque chose aux contribuables européens : l'effacement négocié d'une partie de la dette grecque ou un défaut du pays suite à... sa sortie du pays de la zone euro.

Par le biais de différents arrangements, la Belgique est exposée à hauteur d'environ 7 milliards d'euros si la Grèce devait « faire défaut » (c'est-à-dire ne pas honorer ses obligations de remboursement). Autrement dit, la déclaration à la va-vite du ministre NVA signifie qu'il est prêt à ce que la Belgique renonce à cet argent (ainsi que les intérêts gagnés sur les sommes engagées). D'un point de vue comptable, cela impliquerait

que, du jour au lendemain, la dette publique belge se creuserait d'autant. Or, la Belgique a encore récemment fait face à des remontrances de la Commission européenne, mécontente de ses perspectives budgétaires si bien que le gouvernement Michel a dû lui soumettre un projet de budget plus conforme à ses attentes. Par conséquent, le gouvernement belge devrait amplifier l'austérité qui pèse sur notre pays et sur chaque Belge. Et pas qu'un peu !

A titre de comparaison, 7 milliards d'euros, c'est le tiers des 22 milliards d'économies réalisées par le gouvernement di Rupo sur trois budgets ou encore 40 % des économies annoncées par le gouvernement Michel d'ici à 2019.

Cet argent perdu équivaldrait à une austérité supplémentaire de 700 euros par habitant, soit autant que la perte encourue en une année par un travailleur qui gagne le salaire mensuel brut moyen de 2.900 euros suite au saut d'index.

S'exprimant dans un grand quotidien de référence, on ne peut que penser que la position de M. Van Overtveldt reflète la position du gouvernement. Si ce n'est pas le cas, il a commis une lourde faute politique en minimisant l'importance des répercussions qu'un Grexit aurait sur la Grèce elle-même, et par effet domino, sur la Belgique et l'entièreté de la zone euro. Si, par contre, les déclarations de M. van Overtveldt ne reflètent que la position de la NVA, alors cela démontre à nouveau que ce parti ne se soucie pas de la classe moyenne (flamande) qu'elle prétend défendre.